



Laurent Berger, ex-secrétaire général de la CFDT, le 21 juin 2024. FLORENCE BROCHOIRE POUR « LE MONDE »

## Pour Laurent Berger, « la première urgence, c'est d'éviter le RN », ce n'est pas de savoir qui ira à Matignon

L'ex-secrétaire général de la CFDT, que Raphaël Glucksmann a invité à incarner la gauche à Matignon, dit ne pas se poser cette question « aujourd'hui ». Il juge qu'« Emmanuel Macron a pris un risque ultime, celui de la dissolution de la démocratie ».

Raphaël Glucksmann l'a présenté comme la personnalité idéale pour occuper Matignon en cas de victoire de la gauche aux législatives des 30 juin et 7 juillet. Le 10 juin, le candidat du Parti socialiste et de Place publique aux élections européennes a proposé que Laurent Berger devienne premier ministre, au motif que cette « figure de la société civile » pourrait être « capable d'apaiser » et de « réconcilier les Français », en portant « un projet de justice sociale et d'écologie ».

L'ex-secrétaire général de la CFDT, qui n'avait pas encore réagi, a réservé au Monde sa réponse. « Le nom de la personnalité qui ira à Matignon est le cadet de mes soucis, aujourd'hui », explique-t-il dans cet entretien, en soulignant qu'avant de se poser cette question, « la première urgence, c'est d'éviter le Rassemblement national [RN] ». S'il dit vouloir rester « en recul » de la vie publique, après avoir quitté la tête de la CFDT en juin 2023, l'ex-syndicaliste n'écarte pas totalement la possibilité de s'engager, plus tard, si l'extrême droite arrive au pouvoir.

**L'entretien** - Propos recueillis par Bertrand Bissuel, Thibaud Métais et Julie Carriat

**Vous avez accepté de vous exprimer sur la tenue d'élections législatives anticipées, dans un contexte où l'extrême droite peut l'emporter. Pouvez-vous nous dire pourquoi ?**

Ma prise de parole est celle d'un citoyen très inquiet pour son pays, qui s'exprime en son nom personnel. Je crois avoir une responsabilité, en raison de mon histoire, de mon

engagement en faveur d'une société juste, apaisée, démocratique. Mais j'avoue avoir hésité.

**Vous craigniez de gêner l'organisation que vous avez dirigée jusqu'en juin 2023 ?**

Oui. Je ne veux pas être une source d'embarras pour elle. La parole de la CFDT est très bien portée par sa secrétaire générale, Marylise Léon.

**Que vous inspire la décision du chef de l'État de dissoudre l'Assemblée nationale ?**

C'est grave et cela nous place dans une situation très difficile. C'est aussi le point d'orgue d'un processus qui vient de loin. Au moment de la réforme des retraites, en 2023, nous avons assisté à une forme de dissolution sociale : la mobilisation contre ce projet traduisait des attentes du monde du travail qui n'ont pas été écoutées. J'avais d'ailleurs dit à l'époque que ce déni pouvait déboucher sur un chaos démocratique.

Avant cet épisode, une sorte de dissolution territoriale s'est également produite dans le pays, à cause du mépris affiché à l'égard de tous ceux qui contribuent à la vie des territoires, c'est-à-dire les élus locaux et la société civile - les associations notamment. Et, enfin, il y a une fracture morale, qui résulte de la coupure entre le politique et les citoyens.

Depuis le printemps 2022, l'absence de majorité absolue à l'Assemblée nationale accentuait la nécessité de privilégier le dialogue et le compromis. Mais la pratique du pouvoir est à mille lieues de cela. Le choix du président de la République, le soir des élections européennes, constitue donc le paroxysme d'une vision de la société et du débat public qui fonctionne par clivages, avec des gagnants et des perdants.

Alors même que les citoyens aspirent à une autre vie, à un débat démocratique plus paisible, plus partagé. Le 9 juin, le chef de l'État, par sa décision, a pris un risque ultime, celui de la dissolution de la démocratie. En même temps, il fait peser une menace sur ce qui fonde les valeurs de la République : **l'égalité, la liberté, la fraternité.**

**Emmanuel Macron est-il responsable de l'évolution que vous décrivez ?**

C'est lui qui a dissous ! Mais il n'est pas responsable à lui seul de la montée du RN. Celle-ci n'a pas commencé avec son arrivée au pouvoir.

**Aujourd'hui, le président de la République n'est presque plus le sujet.**

Le sujet, désormais, la première urgence, c'est d'éviter le RN. Cette formation n'apporte aucune réponse aux enjeux économiques, sociaux, écologiques et démocratiques auxquels nous sommes tous confrontés. Elle nous mène vers une impasse.

**C'est une impasse, dites-vous, mais ce parti défend des mesures, comme l'abrogation de la réforme de l'assurance-chômage ou l'augmentation des salaires, qui peuvent donner satisfaction aux travailleurs...**

Le RN, c'est la France de la peur. La peur du déclassement, de l'invisibilité. Ce qui intéresse les dirigeants de ce parti, c'est que cette peur existe et ils sont prêts à faire n'importe quelle promesse pour accéder au pouvoir. Mais ils ne sont pas la France des solutions et encore moins la France de la fraternité, unie, apaisée, respectueuse des différences. Ils sont l'antithèse des valeurs de la République et représentent un danger pour notre démocratie. Dans tous les pays où elle est arrivée au pouvoir, l'extrême

droite n'a jamais produit de progrès social, économique et environnemental. Les droits et les libertés ont reculé. Et les plus fragiles en ont toujours subi les conséquences.

Ce n'est pas le moment de donner les clés du pouvoir à ceux qui rêvent d'un monde d'hier qui n'a jamais existé, autour d'une vision identitaire rabougrie. Il y a une guerre en Ukraine attaquée par la Russie de Poutine - un régime que Marine Le Pen et ses amis soutiennent -, tandis que les tensions géopolitiques peuvent s'aiguïser après l'élection présidentielle de novembre aux Etats-Unis. Par ailleurs, l'énorme chantier de la transition écologique est devant nous. Le 9 juin au soir, nous avons aussi découvert l'inquiétante poussée en Europe des partis populistes et de la droite extrême. La France ne doit pas emprunter ce même chemin sans issue pour le futur d'une Europe du progrès social, écologique et démocratique.

**Raphaël Glucksmann a cité votre nom pour devenir premier ministre en cas de victoire de la gauche aux législatives. Est-ce que vous êtes tenté ?**

Je ne m'inscris pas dans le registre des tentations au regard de la situation très grave que nous vivons. Nous ne sommes pas dans une course de petits chevaux. La question qui se pose à tous est de savoir si nous allons être gouvernés par le RN. C'est un enjeu démocratique, un enjeu de société, un enjeu de valeurs. Après, le nom de la personnalité qui ira à Matignon est le cadet de mes soucis, aujourd'hui. L'urgence du moment, c'est qu'il n'y ait pas une Assemblée nationale dominée par le RN, le 7 juillet au soir.

**Mais des gens pensent à vous, et vous ne répondez ni oui ni non...**

La question ne se pose pas. Tout le monde le sait, je suis en recul de la vie publique. Je n'ai ni vocation ni la volonté de réinvestir la vie publique. Si certains pensent que Matignon m'intéresse, je peux vous assurer que ma vie actuelle me satisfait totalement.

**Est-ce que le contexte peut vous amener à reconsidérer l'idée d'un engagement politique, en exerçant un rôle à gauche ?**

Si j'avais voulu créer un parti social-démocrate, je l'aurais déjà fait.

Après, je vais regarder la situation. Mon combat, c'est contre toutes les formes d'autoritarisme, de société totalitaire. Et je crois que, progressivement, le RN peut nous faire glisser vers une société totalitaire. S'il arrive au pouvoir, je resterai un militant, qui agit avec ses tripes, son cœur et sa tête.

**Pensiez-vous que l'hypothèse d'une victoire du RN pouvait devenir crédible aussi rapidement ?**

Non, même si je voyais bien, depuis longtemps, en allant sur le terrain, qu'il y avait un énorme ras-le-bol et le sentiment de ne pas être écouté.

**Au fond, le chaos démocratique est un aboutissement ?**

C'est un moment. Au printemps 2023, lorsque j'avais parlé de crise démocratique, j'avais été critiqué. Notamment par le président de la République... Depuis, j'ai constaté que c'était une formule utilisée par beaucoup de monde.

**La victoire du RN est-elle acquise ?**

Non, ils ne sont pas encore au pouvoir. Les élections n'ont pas eu lieu, rien n'est inéluctable. Les enquêtes d'opinion montrent que les candidats de ce parti ont le vent dans le dos... Je souhaite que le plus grand nombre possible de citoyens glissent un bulletin dans l'urne pour faire obstacle au RN.

**Vous invitez les électeurs qui hésiteraient à voter en faveur du Nouveau Front populaire (NFP), du fait de la présence de La France insoumise (LFI), à dépasser leurs réticences ?**

Chacun doit voter selon ses convictions mais résumer l'alliance faite à gauche à LFI est un abus grossier. Et si je peux convaincre des citoyens d'aller voter contre le RN, tant mieux : c'est pour cela que je prends la parole aujourd'hui. Mon souhait le plus grand est que les candidats autres que ceux du RN recueillent le maximum de voix pour que le nombre de députés d'extrême droite soit le plus faible possible. Je ne mets pas le signe égal entre l'extrême droite et l'extrême gauche. Ceux qui établissent cette équivalence se livrent à un jeu mortifère qui fait exploser le front républicain.

**Autrement dit, vous êtes favorable à la constitution d'un front républicain ?**

Ceux qui n'ont pas envie de se réveiller, au lendemain du deuxième tour, avec une majorité de députés RN, doivent prendre leurs responsabilités.

Le 7 juillet, en cas de triangulaires, il faudra que le candidat arrivé en troisième position se retire en cas de possible victoire du RN. Je ne roule pour personne, mais je crois que c'est ainsi qu'il convient d'agir.

**Les accusations d'antisémitisme lancées contre LFI sont-elles de nature à vous faire hésiter dans cette prise de position ?**

J'ai toujours combattu l'antisémitisme et le racisme et donc je ne voterai jamais pour un candidat qui ne serait pas clair sur ces sujets, quel que soit son camp politique. Il ne peut y avoir aucune ambiguïté sur le poison de l'antisémitisme.

**Comment faire pour éviter que le RN s'empare des commandes ?**

Cela nécessite d'apporter des réponses concrètes au ressentiment social qui s'exprime à travers les suffrages accordés au RN. C'est un vote de la difficulté à vivre correctement de son travail, de la contestation de la réforme des retraites, de la relégation sociale, des déserts médicaux, de la disparition des services publics et des dispositifs de solidarité dans les territoires, de l'inégale répartition des richesses.

Les solutions sont à chercher dans une vision apaisée, constructive et de progrès humain, qui offre des perspectives de vie en commun et d'attention aux plus fragiles. Je crois à une sortie par le haut, à travers un processus de réconciliation démocratique qui reste à construire. Nous avons encore quelques jours pour y parvenir. Faisons des propositions à hauteur de femmes et d'hommes.

**Contrairement à 1936, le programme du NFP n'a pas été élaboré avec les syndicats : vous trouvez ça dommage ?**

On était dans un temps politique, très contraint qui plus est. Mais ce n'est pas à moi de m'exprimer sur le sujet.

**Que pensez-vous des différentes façons d'agir des syndicats face au RN ?**

Je suis très en phase avec ce que fait la CFDT. Elle met toute son énergie pour expliquer en quoi le RN est un danger. Je pense que ce n'est pas le rôle d'une organisation syndicale de donner une consigne de vote autre que celle recommandant de voter contre l'extrême droite.

**Êtes-vous surpris par la position du patronat qui met à égalité le RN et le NFP, en affirmant même que le programme du NFP est peut-être pire ?**

Une forme de pragmatisme un peu dangereux peut émerger chez certains, qui consisterait à dire que, comme le RN est en capacité de prendre le pouvoir, il vaudrait mieux ne pas taper trop fort sur lui avant le scrutin.

**Votre successeure, Marylise Léon, évoque le départ d'adhérents après le choix qui a été fait par la CFDT d'appeler à voter contre l'extrême droite. Êtes-vous étonné ?**

Il faudrait être aveugle, sourd ou malhonnête - ou les trois à la fois - pour prétendre que des institutions et, au-delà, le monde du travail soient à l'abri des idées d'extrême droite. D'abord, cela voudrait dire qu'ils sont à l'écart de phénomènes qui traversent l'ensemble de la population, ce qui serait un peu inquiétant à certains égards. Et puis ce serait une forme de mépris vis-à-vis des électeurs de ce parti : il n'est pas question de lutter contre eux, mais de s'engager pour que la colère qui les anime ne profite pas au RN.

**Est-ce qu'il n'y a pas eu une forme d'aveuglement collectif vis-à-vis du vote RN, y compris parmi les élites de gauche ?**

Oui. Quand vous abordez des sujets très éloignés de la vie quotidienne des Français, quand vous ne parlez pas suffisamment du travail, quand vous considérez que les questions de sécurité sont des questions de droite, il y a une forme de déconnexion. Nous devons aussi être capables d'arrêter les caricatures sur l'immigration.

Les gens veulent des réponses à leurs attentes du quotidien : gagner suffisamment au boulot pour remplir leur frigo jusqu'à la fin du mois, trouver un médecin traitant, disposer d'un système éducatif qui ne s'écroule pas, etc. Ils veulent aussi qu'on leur présente les choix à faire, les grandes perspectives et je n'ai pas peur de parler de perspectives utopiques.

Soit nous sommes capables d'affronter tous ces sujets - en nous appuyant sur la société civile et les associations -, soit nous tomberons dans le chaos, parce que nous ne saurons pas où nous emmènera le RN.

\* \* \* \* \*